
La prévention des risques de dumping social et environnemental dans les chaînes internationales d’approvisionnement : *le maillon faible de la responsabilité sociale des entreprises*

Vigeo Eiris publie une étude comparée sur le degré auquel les grandes firmes cotées intègrent le respect des droits humains, sociaux et environnementaux dans la gestion de leurs chaînes internationales d’approvisionnement et de sous-traitance.

La revue porte sur près de 1300 grandes entreprises cotées dans les pays industrialisés (Amérique du Nord, Asie-Pacifique et Europe). Les entreprises ont été évaluées au regard des engagements affichés par leurs directions, des processus managériaux qu’elles mettent en place et des indicateurs au moyen desquels elles rendent compte de leur volonté et de leur capacité à prévenir les situations de violation ou de complicité de violation des conventions et des normes sociales et environnementales internationales dans la sélection de leurs fournisseurs et la gestion de leurs chaînes de sous-traitance.

L’étude rapporte plusieurs exemples de **controverses dont les entreprises ont été l’objet sur ces sujets et les mesures correctives** auxquelles elles ont donné lieu. L’agence publie **la liste des entreprises dont les engagements en faveur de la prévention du dumping social et environnemental** peuvent être considérés comme **les plus avancés à l’échelle mondiale**, ainsi que **les bonnes pratiques** observées au niveau international.

Cette recherche, issue de la méthode exclusive de notation des performances et des risques en responsabilité sociale que Vigeo Eiris a développée depuis 2002 sous la marque Equitics*, montre que les marges de progrès restent très importantes à combler pour que les dimensions sociales et environnementales soient mieux prises en compte dans le commerce mondial :

- Malgré la médiatisation d’événements tragiques, tels que l’effondrement du Rana Plaza, la performance moyenne en matière de gestion responsable de la chaîne d’approvisionnement reste faible, et ce, dans toutes les régions et tous les pays. Seule une minorité d’entreprises parvient à démontrer qu’elle assume une gestion responsable de sa chaîne d’approvisionnement. (score moyen d’intégration des facteurs sociaux et environnementaux dans la chaîne d’approvisionnement : respectivement de 33,8/100 et de 31,5/100).

- L'intégration des critères sociaux et environnementaux dans les décisions d'achats et dans le pilotage des chaînes d'approvisionnement est un des thèmes au sujet desquels les entreprises cotées communiquent le moins et fournissent le moins d'indicateurs. Mais c'est aussi un des sujets sur lesquels elles sont le moins controversées.
- Même si les chiffres semblent suggérer que les enjeux sociaux et environnementaux de la chaîne d'approvisionnement demeurent marginaux parmi les facteurs de responsabilité sociale soulevés par les parties prenantes, les cas rapportés dans cette étude montrent des mises en cause retentissantes (déforestations liées à la récolte d'huile de palme, régime esclavagiste dans le textile et traite des êtres humains sur des navires de pêche, traitements dégradants des travailleurs dans la production de biens alimentaires de grande consommation, travail des enfants, harcèlement sexuel, et violences contre les ouvrières).
- L'étude montre que pour certains secteurs, les controverses sur le thème des achats et de la gestion de la chaîne internationale d'approvisionnement ont déjà atteint la cote d'alerte. C'est le cas des secteurs de la distribution spécialisée et de la grande distribution (24% et 13% des controverses sociales), du secteur alimentaire, des produits de luxe et cosmétiques et de l'énergie (31%, 26% et 22% des controverses environnementales).
- Quand elles rendent compte de leurs engagements en faveur d'une gestion responsable de leur chaîne d'approvisionnement, les entreprises semblent se concentrer davantage sur la sélection et le contrôle des fournisseurs que sur le développement de relations justes et équilibrées avec eux.
- Peu d'entreprises fournissent des preuves qu'elles s'engagent avec les parties prenantes (ONG, syndicats) pour promouvoir la prise en compte ou contrôler le respect des standards sociaux et environnementaux dans leurs politiques d'achats (3% des entreprises déclarent cet engagement).
- Environ 1/3 des entreprises déclare avoir mis en œuvre des audits mais l'information demeure très pauvre sur les facteurs de risques audités, les méthodes utilisées et sur l'indépendance des auditeurs ou le suivi des incidents et des non-conformités. La majorité ne signale pas si elles ont mis ou non en œuvre des mesures correctives pour les incidents sociaux ou environnementaux, ce qui mine l'utilité des audits et autres mesures.

Fouad Benseddik, Directeur des Méthodes et des Relations Institutionnelles de Vigeo Eiris déclare :
«La plupart des secteurs ont encore un long chemin à parcourir pour une gestion responsable de leur chaîne d'approvisionnement. L'achat responsable ne doit pas être que défensif. Les acheteurs et les donneurs d'ordre peuvent également exercer une responsabilité positive qui doit consister à faire progresser leurs sous-traitants et contribuer au développement humain de leurs territoires d'activité».

Pour toute information complémentaire ou pour recevoir l'étude complète (en anglais seulement) :

Contacts Presse Vigeo Eiris :

PARIS	Anita LEGRAND	+33 (0)1 55 82 32 44	anita.legrand@vigeo.com
BRUXELLES	Jordi LESAFFER	+32.2.206.11.17	jordi.lesaffer@vigeo.com
CASABLANCA	Siham MEZZOUR	+212.522.87.14.77	siham.mezzour@vigeo.com
LONDRES	Stephen HINE	+44 203 752 57 64	news@eiris.org
MONTREAL	Mabel GONZALEZ	+1 514.686.6208	mabel.gonzalez@vigeo.com
MILAN	Simonetta BONO	+ 39.02.27.72.71.40	simonetta.bono@vigeo.com
SANTIAGO	Fanny TORA	+56 2 29 07 40 68	fanny.tora@vigeo.com
TOKYO	Robert VERDIER	+81 3 5721 6159	robert.verdier@vigeo.com

A propos de Vigeo Eiris

Le 15 Décembre 2015, l'Assemblée des actionnaires de Vigeo a entériné la fusion des deux acteurs historiques français et britannique de l'analyse environnementale, sociale et de gouvernance, **Vigeo**, fondée en 2002 par Nicole Notat et **EIRIS** créée il y a 32 ans.

Cette transaction a été finalisée le 22 décembre 2015 et Vigeo a procédé à une levée de fonds de 6,3 millions d'euros dans le cadre d'une augmentation de capital afin de financer l'acquisition d'EIRIS et d'assurer les investissements à venir de Vigeo Eiris.

Vigeo Eiris va continuer d'offrir deux types de services à travers deux marques métiers :

- **Vigeo Eiris rating** s'appuie sur l'expertise de ses équipes et sur des méthodologies exclusives et reconnues pour offrir une large gamme de produits et services à ses clients investisseurs et gestionnaires d'actifs aspirant à une performance durable et responsable de leurs investissements. Cette recherche s'applique sur plus de 6 000 émetteurs : entreprises, régions et Etats du monde entier et s'adresse à plus de 300 clients et partenaires, investisseurs , gestionnaires, organisations de la Société Civile et institutions internationales
- **Vigeo Eiris enterprise** intervient auprès des organisations de toute taille, des secteurs publics et privés, dans l'audit et le benchmark des organisations, l'accompagnement des équipes et l'intégration de critères ESG dans les fonctions d'entreprises et les opérations stratégiques et de financement.



Les méthodes et les produits de Vigeo et d'EIRIS se conforment à des standards de qualité et d'indépendance exigeants et bénéficient de la certification externe ARISTA®, norme de qualité de référence pour la recherche en investissement responsable.

Vigeo Eiris est présent à Paris, Londres, Boston, Bruxelles, Casablanca, Milan, Montréal et Santiago du Chili et compte plus de 180 collaborateurs. L'agence dispose également de représentations à Canberra, Hanovre, Istanbul, Jérusalem, Madrid, Mexico, Rio de Janeiro, Saragosse, Séoul et Tokyo.

Pour en savoir plus : www.vigeo.com et www.eiris.org